

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

F. 2003 — 1945

[C — 2003/22543]

6 MAI 2003. — Loi approuvant l'avenant du 15 août 2002 à l'accord de coopération entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale du 4 juillet 2000, approuvé par la loi du 26 juin 2001 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'avenant à l'accord de coopération entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale, approuvé par la loi du 26 juin 2001, signé à Bruxelles le 15 août 2002, est approuvé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances,
Mme L. ONKELINX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Economie,
de la Recherche Scientifique et la Politique des Villes,
Ch. PICQUE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Avenant à l'accord de coopération entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale du 4 juillet 2000, approuvé par la loi du 26 juin 2001

Vu l'article 35 de la Constitution et sa disposition transitoire;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 92bis, § 1^{er};

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 de réformes institutionnelles, notamment les articles 4, 6 et 92bis, § 1^{er}, modifiés par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 42;

Vu la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone du 31 décembre 1983, modifiée par la loi du 18 juillet 1990, notamment l'article 55bis;

Vu l'avis n° 3 concernant l'économie sociale émis par le Conseil supérieur pour l'Emploi en date du 7 décembre 1998;

Vu les Directives européennes d'emploi pour l'an 2000 et notamment la directive 12;

Vu l'accord gouvernemental fédéral du 14 juillet 1999;

Vu l'accord gouvernemental flamand du 13 juillet 1999 qui plaide pour le développement de l'économie sociale en vertu d'un accord de coopération conclu avec les autorités fédérales;

Vu l'accord gouvernemental wallon du 14 juillet 1999;

Vu l'accord gouvernemental bruxellois du 14 juillet 1999;

Vu la déclaration gouvernementale de la Communauté germanophone du 6 septembre 1999 visant notamment à promouvoir l'économie sociale dans le cadre de son Pacte communautaire pour l'emploi et la formation;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID EN PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

N. 2003 — 1945

[C — 2003/122]

6 MEI 2003. — Wet houdende instemming met de avenant van 15 augustus 2002 aan het samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie van 4 juli 2000, bekrachtigd door de wet van 26 juni 2001 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. De avenant aan het samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie, bekrachtigd door de wet van 26 juni 2001, ondertekend te Brussel op 15 augustus 2002 wordt goedgekeurd.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister
G. VERHOFSTADT

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werkgelegenheid en Gelijke Kansenbeleid,
Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Economie,
Wetenschappelijk Onderzoek en Stedelijk Beleid,
Ch. PICQUE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Avenant aan het samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie van 4 juli 2000, bekrachtigd door de wet van 26 juni 2001

Gelet op het artikel 35 van de Grondwet en de overgangsbepaling bij dit artikel;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid artikel 92bis, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 4, 6 en 92bis, § 1, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming van de instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990, inzonderheid op artikel 55bis;

Gelet op het advies nr. 3. betreffende de sociale economie uitgebracht door de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid, d.d. 7 december 1998;

Gelet op de Europese Werkgelegenheidsrichtsnoeren voor het jaar 2000, inzonderheid richtsnoer 12;

Gelet op het federaal regeerakkoord van 14 juli 1999;

Gelet op het Vlaams regeerakkoord van 13 juli 1999 waarin gepleit wordt voor de verdere uitbouw van de sociale economie op grond van een samenwerkingsakkoord met de federale overheid;

Gelet op het Waals regeerakkoord van 14 juli 1999;

Gelet op het Brussels regeerakkoord van 14 juli 1999;

Gelet op de regeringsverklaring van de Duitstalige Gemeenschap van 6 september 1999 waarin beoogd wordt de sociale economie te ondersteunen in het kader van het Gemeenschapspact met betrekking tot de tewerkstelling en de opleiding;

Vu le Décret du Conseil régional wallon du 6 mai 1999 et le décret du conseil de la Communauté germanophone du 10 mai 1999 concernant l'exercice par la communauté germanophone des compétences de la région wallonne relatif à l'emploi;

Vu la loi du 26 juin 2001 approuvant l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale;

Vu l'article 17 du décret du Parlement flamand du 8 décembre 2000 contenant diverses dispositions;

Vu le décret du Conseil Régional wallon du 18 juillet 2001 portant assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 juin 2001 portant assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2000 conclu entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale;

Vu le décret du Conseil de la Communauté germanophone du 8 octobre 2001 portant assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2000 conclu entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat numéro 34.085/VR/V du 12 septembre 2002;

Considérant que les efforts communs pour le développement de l'économie sociale à partir de différentes compétences doivent être poursuivis dans le cadre de l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone, afin de garantir la continuité de la politique;

Considérant que les objectifs concernant la création d'emplois pour le groupe à risque via les trois piliers de l'accord de coopération sont encore nécessaires et actuels;

L'Etat fédéral, représenté par la Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances, le Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale et le Ministre de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Politique des Villes;

La Région flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre de l'Emploi et du Tourisme, et du Ministre de l'Economie, de la Politique extérieure, du Commerce extérieur et du Logement;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles et de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président de la Communauté germanophone et Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et des Sports;

Convientent ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans l'article 8 de l'accord de coopération, sont insérés un § 3bis et § 3ter entre le § 3 et le § 4, rédigés comme suit :

« § 3bis. Après une évaluation des effets de l'accord de coopération et dans les conditions fixées à l'article 9, les autorités fédérales prévoient pour l'année budgétaire 2002 un montant de 12.555.807 euros en vue du cofinancement des efforts communs à livrer avec les Régions concernées et la Communauté germanophone, selon la répartition suivante :

6.993.585 euros ou 55,7 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région flamande;

4.143.416 euros ou 33 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région wallonne;

1.255.581 euros ou 10 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région de Bruxelles-Capitale;

163.225 euros ou 1,3 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Communauté germanophone. »

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999 en het decreet van de Duitstalige gemeenschapsraad van 10 mei 1999 houdende de uitoefening door de Duitstalige gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake werkgelegenheid en arbeidsbemiddeling;

Gelet op de wet van 26 juni 2001 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige gemeenschap betreffende de sociale economie;

Gelet op artikel 17 van decreet van 8 december 2000 van het Vlaams Parlement houdende diverse bepalingen;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 18 juli 2001 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestraad van 26 juni 2001 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie;

Gelet op het decreet van de Raad van de Duitstalige gemeenschap van 8 oktober 2001 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie;

Gelet op het advies van de Raad van State nummer 34.085/VR/V van 12 september 2002;

Overwegende dat de gezamenlijke inspanning voor de ontwikkeling van de sociale economie vanuit verschillende bevoegdheden, in het kader van het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige gemeenschap betreffende de sociale economie, moeten worden verder gezet teneinde de continuïteit van het beleid te bevorderen;

Overwegende dat de doelstellingen betreffende de creatie van tewerkstelling voor kansengroepen via de drie pijlers van het samenwerkingsakkoord nog steeds noodzakelijk en actueel zijn;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid en Gelijke Kansenbeleid, de Vice-Eerste Minister, Minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie en de Minister van Economie, Wetenschappelijk Onderzoek en Stedelijk Beleid;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Vlaamse Minister van Werkgelegenheid en Toerisme en van de Minister van Economie, Buitenlands Beleid, Buitenlandse Handel en Huisvesting;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Waalse Minister van Werkgelegenheid en Vorming, de Waalse Minister van Economie, K.M.O., Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Brusselse Minister van Werkgelegenheid, Economie, Energie en Huisvesting;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-Président, Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport;

Komen overeen wat volgt :

Artikel 1

In artikel 8 van het samenwerkingsakkoord worden tussen § 3 en § 4, een § 3bis en § 3ter ingevoegd, luidende :

« § 3bis. Na evaluatie van de effecten van het samenwerkingsakkoord en onder de voorwaarden bepaald in artikel 9 wordt voor het begrotingsjaar 2002 door de federale overheid een bedrag van 12.555.807 euro voorzien ter cofinanciering van gezamenlijke inspanningen te leveren met de betrokken Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap volgens de volgende verdeling :

6.993.585 euro of 55,7 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Vlaamse Gewest;

4.143.416 euro of 33 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Waals Gewest;

1.255.581 euro of 10 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

163.225 euro of 1,3 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met de Duitstalige Gemeenschap. »

« § 3ter. Les autorités fédérales prévoient pour l'année budgétaire 2003 un montant de 12.744.144 euros en vue du cofinancement des efforts communs à livrer avec les Régions concernées et la Communauté germanophone, selon la répartition suivante :

7.098.488 euros ou 55,7 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région flamande;

4.205.568 euros ou 33 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région wallonne;

1.274.414 euros ou 10 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région de Bruxelles-Capitale;

165.674 euros ou 1,3 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Communauté germanophone. »

Fait à Bruxelles, le 15 août 2002 en 9 exemplaires originaux. (en néerlandais, français, allemand).

Pour l'Etat Fédéral :

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances,
Mme L. ONKELINX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Economie,
de la Recherche scientifique et la Politique des Villes,
Ch. PICQUE

Pour la Région flamande :

Le Ministre de l'Emploi et du Tourisme,
R. LANDUYT

Le Ministre de l'Economie,
de la Politique extérieure, du Commerce extérieur et du Logement,
J. GABRIELS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre de l'Economie,
des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

Pour la Région Bruxelles-Capitale :

Le Ministre de l'Emploi,
de l'Economie, de la Revitalisation des Quartiers,
E. TOMAS

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président, Ministre de l'Emploi,
de la Politique des Handicapés, des Médias et du Sport,
K.-H. LAMBERTZ

—————
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents de la Chambre des représentants :

50-2326 – 2002/2003 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 20 mars 2003.

Documents du Sénat :

2-1560 – 2002/2003 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 2 et 3 avril 2003.

« § 3ter. Voor het begrotingsjaar 2003 wordt door de federale overheid een bedrag van 12.744.144 euro voorzien ter cofinanciering van gezamenlijke inspanningen te leveren met de betrokken Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap volgens de volgende verdeling :

7.098.488 euro of 55,7 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Vlaamse Gewest;

4.205.568 euro of 33 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Waals Gewest;

1.274.414 euro of 10 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

165.674 euro of 1,3 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met de Duitstalige Gemeenschap. »

Opgemaakt te Brussel, op 15 augustus 2002 in 9 originele exemplaren. (Nederlands, Frans, Duits).

Voor de Federale Staat :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werkgelegenheid en Gelijke Kansenbeleid,
Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Economie,
Wetenschappelijk Onderzoek en Stedelijk Beleid,
Ch. PICQUE

Voor het Vlaams Gewest :

De Minister van Werkgelegenheid en Toerisme,
R. LANDUYT

De Minister van Economie,
Buitenlands Beleid, Buitenlandse Handel en Huisvesting,
J. GABRIELS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister van Economie,
K.M.O., Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Werkgelegenheid en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister van Werkgelegenheid,
Economie en de Herwaardering van de Wijken,
E. TOMAS

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Werkgelegenheid,
Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,
K.-H. LAMBERTZ

—————
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

50-2326 – 2002/2003 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire zitting en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 20 maart 2003.

Stukken van de Senaat :

2-1560 – 2002/2003 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen van de Senaat : 2 en 3 april 2003.